

Cellule Carrières

Courriel : [uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr)

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2025-047-DREAL du 17 JUL. 2025**

prorogeant de 1 an et 6 mois l'arrêté préfectoral n° 10-061N du 23 juillet 2010 autorisant la société d'exploitation de l'entreprise Ange GALIZZI à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de BARON au lieu-dit « Aigue Blanche »

Le préfet du Gard,  
Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2, L.511-1, L.515-1, L.516-1, R.516-1, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°10-061N du 23 juillet 2010 autorisant la société d'exploitation de l'entreprise Ange GALIZZI à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de BARON au lieu-dit « Aigue Blanche » ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale portant sur le projet de renouvellement de la carrière calcaire située au lieu-dit « Aigue Blanche » sur le territoire de la commune de Baron, exploitée par la société SEEG, reçu le 20 décembre 2024 et considérée complète le 31 décembre 2024 ;
- Vu** la décision à l'examen au cas par cas du 6 février 2025 indiquant que le projet de la demande du 20 décembre est soumis à la réalisation d'une demande d'évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement ;
- Vu** la demande de prolongation de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation présentée par l'exploitant par courrier du 23/05/2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 juin 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral adressé en date du 2 juillet 2025 par courrier recommandé à l'exploitant au titre du contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
- Vu** l'indication d'absence d'observations de l'exploitant par courrier du 9 juillet 2025

**Considérant** que l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2010 susvisé ne peut excéder 30 ans en application de l'article L.515-1 du code de l'environnement et qu'elle peut être renouvelée dans les mêmes limites ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2010 susvisé arrive à échéance au 23 juillet 2025, remise en état comprise ;

**Considérant** que l'exploitant a sollicité une demande de cas par cas pour un projet de renouvellement au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande d'examen au cas par cas a fait l'objet d'une décision portant sur la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de renouvellement de l'exploitation de la carrière au lieu-dit « Aigue Blanche »

**Considérant** que l'exploitant sollicite de pouvoir poursuivre son activité, sans interruption pendant l'élaboration de son dossier de demande de renouvellement d'autorisation environnementale ;

**Considérant** que cette exploitation complémentaire est réalisée sans extension géographique du périmètre autorisé et sans augmentation des quantités extraites ;

**Considérant** que les quantités extraites sont diminuées, pour être en cohérence avec le rythme d'extraction actuel ;

**Considérant** qu'une partie des surfaces autorisées n'ont pas été exploitées et que l'exploitant souhaite pérenniser son exploitation ;

**Considérant** que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée de l'exploitation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

**Considérant** que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs » pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que, conformément à l'article R.181-46, ces modifications sont considérées comme non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

**Considérant** que certaines dispositions de l'autorisation doivent être mises à jours pendant la durée de prolongation de l'autorisation proposée ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1. Prolongation de l'autorisation**

La société SEEG, dont le siège social est située au 10 rue de l'Egalité, 30190 GARRIGUES-SAINT-EULALIE, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire au lieu-dit « Aigue Blanche » sur le territoire de la commune de Baron sur une durée de 1 an et 6 mois à compter de la date de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10-061N susvisé, soit jusqu'au 23 janvier 2027, remise en état comprise.

### **Article 2. Garanties financières**

La société SEEG doit se conformer aux obligations mentionnées dans l'arrêté préfectoral n°10-061N susvisé relatives à la constitution des garanties financières, en fournissant sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, un acte de cautionnement actualisé.

Le montant de la garantie financière applicable pour la période du 23/07/2025 au 23/01/2027 s'élève à 134 568 euros TTC avec l'indice TPO1 de février 2025 en vigueur. En tout état de cause les garanties financières sont maintenues jusqu'à la remise en état constatée par l'inspection des installations classées.

En l'absence de fourniture du document ou en l'absence de réponse **sous un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le préfet engage les sanctions visées à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3. Droit d'occupation des sols**

La société SEEG fournit un acte justifiant de la jouissance du droit du sol de l'ensemble des parcelles constituant la carrière couvrant l'ensemble de la période de prolongement de l'autorisation définie à l'article 1 du présent arrêté, **sous un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

En cas de fin de jouissance du droit du sol, l'exploitant procède aux opérations finales de remise en état dans un délai compatible avec le droit d'utilisation accordé.

### **Article 4. Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)**

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr):

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 5. Information des tiers**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :  
<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

## Article 6. Exécution et copie

Le secrétaire général, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE – unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de BARON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SEEG.

Fait à Nîmes

Le Préfet,



Jérôme BONET